

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2007 — 1117

[2007/200611]

19 JANVIER 2007. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 juin 2002 relatif aux subventions octroyées aux services de promotion de la santé à l'école, en application du décret du 20 décembre 2001 relatif à la promotion de la santé à l'école, et aux services de promotion de la santé dans l'enseignement supérieur, en application du décret du 16 mai 2002 relatif à la promotion de la santé dans l'enseignement supérieur hors universités

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 20 décembre 2001 relatif à la promotion de la santé à l'école, notamment l'article 20, l'article 21, § 3, modifié par le décret du 20 juin 2002 et l'article 24, § 1^{er} ;

Vu le décret du 16 mai 2002 relatif à la promotion de la santé dans l'enseignement supérieur hors universités, notamment les articles 18 et 20;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 juin 2002 relatif aux subventions octroyées aux services de promotion de la santé à l'école, en application du décret du 20 décembre 2001 relatif à la promotion de la santé à l'école, et aux services de promotion de la santé dans l'enseignement supérieur, en application du décret du 16 mai 2002 relatif à la promotion de la santé dans l'enseignement supérieur hors universités, modifié par les arrêtés du 20 juin 2002 et du 15 juillet 2003;

Vu l'avis de la Commission de promotion de la santé à l'école, donné le 26 octobre 2006;

Vu l'avis de l'Inspection des finances donné le 14 septembre 2006;

Vu l'accord du Ministre du budget, donné le 22 septembre 2006;

Vu l'avis n° 41.847/4 du Conseil d'Etat, donné le 4 janvier 2007 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur proposition de la Ministre ayant la santé dans ses attributions;

Vu la délibération du Gouvernement du 19 janvier 2007;

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 2 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 juin 2002 relatif aux subventions octroyées aux services de promotion de la santé à l'école, en application du décret du 20 décembre 2001 relatif à la promotion de la santé à l'école, et aux services de promotion de la santé dans l'enseignement supérieur, en application du décret du 16 mai 2002 relatif à la promotion de la santé dans l'enseignement supérieur hors universités est abrogé.

Art. 2. L'article 3 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Les subventions sont dues par année scolaire ou académique sur base du nombre d'élèves ou d'étudiants comptabilisés, transmis par le service pour le 31 mars selon le modèle fixé par l'Administration. Le nombre d'élèves ou d'étudiants comptabilisés lui est fourni, certifié sincère et véritable, par les établissements scolaires, les hautes écoles, les écoles supérieures des arts ou les instituts supérieurs d'architecture avec lesquels il a conclu une convention-cadre. Les documents relatifs au nombre d'élèves ou étudiants comptabilisés sont assimilés à des pièces comptables.

Les subventions sont liquidées à raison de 45 % avant le 30 septembre, 45 % avant le 28 février et le solde avant le 15 novembre. Les deux avances sont calculées sur la base du nombre d'élèves ou d'étudiants comptabilisés au cours de l'année scolaire ou académique précédente. Le solde est calculé sur la base du nombre d'élèves ou d'étudiants comptabilisés au cours de l'année scolaire ou académique concernée. »

Art. 3. A l'article 4, alinéa 2, du même arrêté, le mot « spécial » est remplacé par le mot « spécialisé ».

Art. 4. L'article 8, alinéa 1^{er}, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Le service doit justifier de l'utilisation des sommes reçues, notamment par la production d'une copie du compte d'exploitation établi selon le modèle fixé en annexe pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre. La copie du compte est envoyée à l'Administration, au plus tard pour le 30 juin de l'année suivant l'année civile pour laquelle le compte d'exploitation est rendu. »

Art. 5. L'annexe 1^{re} du même arrêté est abrogée.

Art. 6. L'annexe 2 du même arrêté est remplacée par l'annexe jointe au présent arrêté.

Art. 7. A titre transitoire, la justification de l'utilisation des sommes reçues pour la période du 1^{er} septembre 2005 au 31 décembre 2005 et pour l'année civile 2006 est effectuée par le service au moyen d'une copie d'un compte d'exploitation établi selon le modèle fixé en annexe ou le modèle précédemment en vigueur et couvrant chacune de ces périodes. La copie du compte est envoyée à l'Administration, au plus tard pour le 30 juin 2007.

Art. 8. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2007.

Art. 9. Le Ministre ayant la santé dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 19 janvier 2007.

Par le Gouvernement de la Communauté française,

La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme C. FONCK

Annexe à l'arrêté du 19 janvier 2007 modifiant l'arrêté du 13 juin 2002 relatif aux subventions octroyées aux services de promotion de la santé à l'école, en application du décret du 20 décembre 2001 relatif à la promotion de la santé à l'école, et aux services de promotion de la santé dans l'enseignement supérieur, en application du décret du 16 mai 2002 relatif à la promotion de la santé dans l'enseignement supérieur hors universités.

TYPES DE DEPENSES A JUSTIFIER (CHARGES) AINSI QUE RECETTES (PRODUITS)
POUR LA PERIODE DU 1^{er} JANVIER AU 31 DECEMBRE POUR L'ANNEE CIVILE

1. Charges de fonctionnement du service PSE

60. Frais médicaux (si gestion de stock)

- 601. Frais médicaux, paramédicaux, pharmaceutiques et similaires
- 6010. Matériel médical non durable (vaccins, tuberculine, aiguilles, seringues, tiges, abaisse-langue, papier de protection, shampoings, désinfectants, bandages,...)
- 609. Variation de stocks

61. Services et Biens Divers

- 610. Frais à charge du locataire
- 6100. Loyer & charges locatives
- 6101. Entretien locatif & petits frais d'aménagement (bâtiment loué)
- 6102. Assurances des bâtiments loués
- 6103. Entretien des installations (alarmes, systèmes de détection, extincteurs, ascenseurs, ...)
- 6105. Frais de réparation bâtiment
- 6106. Entretien environnement bâtiment
- 611. Frais relatifs aux bâtiments en propriété & à leurs contenus
- 6110. Entretien & petits frais d'aménagement (bâtiment en propriété)
- 6111. Frais de réparation bâtiment
- 6112. Assurances bâtiments (propriétaire)
- 6113. Entretien des installations (alarmes, systèmes de détection, extincteurs, ascenseurs, chaudière, ramonage cheminées, ...)
- 6115. Redevance d'emphytéose
- 6116. Petit matériel & petits frais biens meubles meublants (achat)
- 6117. Entretien et réparation matériel et mobilier meublants
- 6118. Assurances matériel & mobilier meublants divers
- 6119. Entretien environnement bâtiment
- 612. Fournitures
- 6120. Consommation d'énergie
- 61201. Eaux
- 61202. Chauffage
- 61203. Electricité (non chauffage)
- 6121. Télécommunications et frais postaux
- 6122. Produits d'entretien et petit matériel d'entretien divers
- 6123. Fournitures de bureau
- 6124. Frais de reproduction
- 6125. Frais d'imprimés
- 6126. Frais de fournitures informatiques
- 6127. Frais de documentation - outils didactiques - abonnements
- 6128. Frais médicaux et produits pharmaceutiques (sans gestion de stock)
- 6129. Autres frais généraux (lessive,...)
- 613. Rétribution de Tiers
- 6131. Honoraires et traitements pour le comptable
- 6132. Honoraires et traitements pour les médecins (vacataires)
- 6139. Autres rétributions diverses
- 614. Autres frais généraux divers
- 6140. Redevances diverses
- 6141. Frais d'activités organisées au sein de l'association
- 6142. Frais de publicité
- 6143. Frais de réunion
- 6144. Frais de représentation
- 6145. Frais d'assurances (sauf bâtiments, meubles et personnel salarié)
- 6147. Frais de cotisations
- 6148. Frais de formations
- 6149. Autres frais généraux divers
- 615. Frais relatifs aux transports
- 6150. Frais de transport des élèves
- 6151. Frais de transport interne
- 6159. Autres frais de transport

- 617. Frais de recours à du personnel intérimaire et à des personnes mises à disposition
- 6170. Frais de recours à des services extérieurs (comptabilité, nettoyage,...)
- 6171. Frais de secrétariat social
- 6172. Frais de chèques services (ALE, chèques-repas,...)
- 618. Rémunérations des administrateurs associés actifs - sans contrat de travail

62. Rémunérations, charges sociales et pensions

- 620. Salaires, rémunérations brutes
- 6200. Administrateurs salariés
- 6201. Personnel de direction
- 6202. Personnel employé
- 62021. Médecins - si salariés
- 62022. Personnel soignant et technique (infirmière, assistante sociale, psychologue,...)
- 62023. Personnel administratif et assimilé
- 6203. Personnel ouvrier, personnel d'entretien PSE.
- 6204. Autres (engagements sous contrat de personnel d'expertise,...)
- 621. Cotisations patronales
- 622. Primes patronales
- 6222. pour assurances extra-légales employés
- 6223. pour assurances extra-légales ouvriers
- 623. Autres frais de personnel
- 6231. Assurance loi
- 6232. Abonnements sociaux
- 6233. Médecine du travail
- 6234. Assurances- responsabilité civile personnel
- 6239. Autres frais divers
- 625. Provisions pour pécules vacances
- 6250. Dotations
- 6251. Utilisations et reprises (-)

63. Amortissements, Provisions pour risques et charges

- 630. Dotations aux amortissements sur immobilisations
- 6300. Dotations aux amortissements sur immobilisations incorporelles (concessions, brevets, licences, savoir-faire, logiciels,...)
- 6301. Dotations aux amortissements sur immeubles
- 6302. Dotations aux amortissements sur biens meubles
- 63020. Dotations aux amortissements sur mobilier et matériel de bureau
- 63021. Dotations aux amortissements sur matériel roulant
- 63022. Dotations aux amortissements sur matériel médical durable
- 63023. Dotations aux amortissements sur installations, matériel de sécurité
- 635. Dotations aux provisions pour risques et charges
- 6350. Dotations aux provisions relatives au personnel (litiges,...)
- 6351. Utilisations et reprises provision (-) sur idem
- 636. Dotations aux provisions pour gros entretiens et réparation
- 6360. Dotations aux provisions pour travaux de gros entretien et réparation (uniquement concernant le service PSE)
- 6361. Utilisations et reprises provision (-) sur idem

64. Autres charges d'exploitation

- 640. Charges fiscales
- 6400. Charges fiscales d'exploitation
- 6401. Taxe sur patrimoine ASBL
- 6409. Autres charges fiscales
- 641. Taxes à charge du locataire
- 642. Taxes à charge du propriétaire

65. Charges financières

- 650. Charges de dettes
- 6501. Emprunts contractés
- 65010. Vis-à-vis des banques
- 65011. Vis-à-vis des communes, intercommunales et provinces
- 65010. Autres emprunts
- 657. Frais de banque
- 6570. Intérêts bancaires
- 6571. Frais de comptes
- 658. Intérêts dus à d'autres organismes

6580. Administrations sociales

6581. Administrations fiscales

66. Charges exceptionnelles

664. Amendes

669. Autres

2. Recettes liées aux subventions reçues de la CF et/ou à d'autres organismes

70. Ventes diverses

73. Cotisations, dons, legs et subsides

732. Dons, libéralités (à détailler par donateur)

736. Subsides en capital et en intérêts

737. Subsides de fonctionnement (CF)

7371. Deuxième avance reçue sur subventions relatives au forfait par élève sous tutelle de l'année (enseignement obligatoire et supérieur hors universités)

7372. Solde des subventions relatives au forfait par élève sous tutelle de l'année

7373. Première avance reçue sur subventions relatives au forfait par élève sous tutelle de l'année

738. Arriérés subsides de fonctionnement (CF)

7380. Régularisation subvention(s) liée(s) aux années scolaires précédentes

7381. Différence de régularisation de subventions

739. Autres subsides divers hors CF

7390. Participations communes affiliées (communes à ventiler)

7391. Fonds sociaux

7392. Région

7393. Province

7394. Commune

7399. Autres subsides divers

74. Autres produits d'exploitation

742. Indemnités d'occupation

743. Produits d'exploitation divers

744. Autres produits obtenus

7440. Récupérations d'assurances

7441. Autres récupérations

75. Produits financiers

750. Produits des immobilisations financières

751. Produits des actifs circulants

756. Produits financiers divers

76. Produits exceptionnels

Vu pour être annexé à l'arrêté du 19 janvier 2007 modifiant l'arrêté du 13 juin 2002 relatif aux subventions octroyées aux services de promotion de la santé à l'école, en application du décret du 20 décembre 2001 relatif à la promotion de la santé à l'école, et aux services de promotion de la santé dans l'enseignement supérieur, en application du décret du 16 mai 2002 relatif à la promotion de la santé dans l'enseignement supérieur hors universités.

Bruxelles, le 19 janvier 2007.

Par le Gouvernement de la Communauté française,

La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme C. FONCK

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2007 — 1117

[2007/200611]

19 JANUARI 2007. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 juni 2002 betreffende de toelagen toegekend aan de diensten voor de gezondheidspromotie op school, in toepassing van het decreet van 20 december 2001 betreffende de gezondheidspromotie op school en de diensten voor gezondheidspromotie in het hoger onderwijs, in toepassing van het decreet van 16 mei 2002 betreffende de gezondheidspromotie in het hoger onderwijs buiten de universiteit

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 20 december 2001 betreffende de gezondheidspromotie op school, inzonderheid op artikel 20, artikel 21, § 3 gewijzigd bij het decreet van 20 juni 2002 en artikel 24, § 1;

Gelet op het decreet van 16 mei 2002 betreffende de gezondheidspromotie in het hoger onderwijs buiten de universiteit, inzonderheid op de artikelen 18 en 20;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 juni 2002 betreffende de toelagen toegekend aan de diensten voor de gezondheidspromotie op school, in toepassing van het decreet van 20 december 2001 betreffende de gezondheidspromotie op school en de diensten voor gezondheidspromotie in het hoger onderwijs, in toepassing van het decreet van 16 mei 2002 betreffende de gezondheidspromotie in het hoger onderwijs buiten de universiteiten, gewijzigd bij de besluiten van 20 juni 2002 en 15 juli 2003;

Gelet op het advies van de Commissie voor gezondheidspromotie op school, gegeven op 26 oktober 2006;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 14 september 2006;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, gegeven op 22 september 2006;

Gelet op het advies nr. 41.847/4 van de Raad van State, gegeven op 4 januari 2007, bij toepassing van artikel 84, § 1,1e lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister tot wier bevoegdheden de Gezondheid behoort;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van 19 januari 2007,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 2 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 juni 2002 betreffende de toelagen toegekend aan de diensten voor de gezondheidspromotie op school, in toepassing van het decreet van 20 december 2001 betreffende de gezondheidspromotie op school en de diensten voor gezondheidspromotie in het hoger onderwijs, in toepassing van het decreet van 16 mei 2002 betreffende de gezondheidspromotie in het hoger onderwijs buiten de universiteit wordt opgeheven.

Art. 2. Artikel 3 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

« De toelagen zijn verschuldigd per school- of academiejaar op basis van het aantal ingeschreven leerlingen of studenten, overgezonden door de dienst voor 31 maart volgens het door het bestuur vastgesteld model. Het aantal ingeschreven leerlingen of studenten wordt hem bezorgd, naar waarheid opgemaakt, door de schoolinrichtingen, hogescholen, hogere scholen voor kunsten of de hogere instituten voor architectuur waarmee hij een kaderovereenkomst gesloten heeft. De bewijsstukken betreffende het aantal ingeschreven leerlingen of studenten zijn gelijkgesteld met boekingsstukken.

De toelagen worden uitbetaald ten belope van 45 % vóór 30 september, 45 % vóór 28 februari en het saldo vóór 15 november. De twee voorschotten zijn berekend op basis van het aantal ingeschreven leerlingen of studenten tijdens het voorafgaand school- of academiejaar. Het saldo is berekend op basis van het aantal ingeschreven leerlingen of studenten tijdens het betrokken school- of academiejaar. »

Art. 3. In artikel 4, 2de lid van hetzelfde besluit wordt het woord « buitengewoon » vervangen door het woord « gespecialiseerd ».

Art. 4. Artikel 8, 1e lid van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

« De dienst moet de aanwending van de ontvangen bedragen verantwoorden, inzonderheid door het voorleggen van een afschrift van de exploitatierekening, waarvan model in bijlage, voor de periode van 1 januari tot 31 december. Het afschrift van de rekening wordt aan het bestuur toegezonden, ten laatste voor 30 juni van het jaar dat volgt op het kalenderjaar waarvoor de exploitatierekening wordt ingediend ».

Art. 5. Bijlage 1 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 6. Bijlage 2 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de bij dit besluit gevoegde bijlage.

Art. 7. Bij wijze van overgang wordt de verantwoording van de aanwending van de ontvangen bedragen voor de periode van 1 september 2005 tot 31 december 2005 en voor het kalenderjaar 2006 verricht door de dienst door middel van een afschrift van de exploitatierekening, waarvan model in bijlage, of van het model dat tevoren van kracht was en gebruikt werd voor elk van de twee periodes. Het afschrift van deze rekening wordt aan het bestuur toegezonden, ten laatste voor 30 juni 2007.

Art. 8. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2007.

Art. 9. De Minister tot wiens bevoegdheid de Gezondheid behoort, wordt belast met de uitvoering van dit besluit. Brussel, 19 januari 2007.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap,

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. C. FONCK